

CORONAVIRUS

Infirmières à domicile : le fédéral provoque la cacophonie wallonne

Cacophonie voire capharnaüm : en Wallonie, les fédérations et groupements d'infirmières et d'infirmiers à domicile ne mâchent pas leurs mots à l'égard de la distribution de 370.000 masques chirurgicaux débloqués par le gouvernement wallon. Dans nos colonnes (*Le Soir* du 25 mars), ils avaient émis des doutes sur l'organisation de l'opération : à qui iraient réellement les 50 masques attribués à chacun des 7.400 soignants répertoriés ? C'était bien vu : le cadastre réalisé par le SPF Santé publique sur la base des données de l'Inami était très imparfait. Le début de la distribution a donc été très aléatoire. Des biais ont été relevés : les transfrontaliers français qui opèrent en Wallonie et les aides soignants ne seront pas équipés. Interrogé par les députés, le ministre-président Elio Di Rupo a annoncé que le fédéral travaillait à un « correctif ». E.D.

Les supermarchés donnent 233 tonnes de nourriture

Les supermarchés donnent 233 tonnes de nourriture, ce qui représente 460.000 repas, aux personnes dans le besoin par le biais notamment des banques alimentaires, a annoncé jeudi soir Comeos, la fédération du commerce. Les supermarchés belges ont l'habitude de faire don de leurs excédents aux banques alimentaires ou autres organisations sociales, relève Comeos. En cette période de crise sanitaire, qui a donné lieu à des ruées dans les grandes surfaces et à la constitution de stocks de provision par certains, ces excédents « ne sont (quasiment) plus disponibles », souligne Comeos. Le secteur de la grande distribution a tout de même tenu à faire un geste et fait don de 233 tonnes de nourriture. Il s'agit de pâtes, lait, pommes de terre, viandes, farine, huile d'olive, légumes, boissons, chocolat et céréales. « Tous les supermarchés belges participent à cette initiative », précise Comeos. BELGA

Environ 200 touristes, dont des Belges, bloqués à Dubaï

Quelque 200 touristes sont bloqués depuis la nuit de mardi à mercredi à l'aéroport de Dubaï, lorsque les Emirats arabes unis ont décidé d'annuler pour une courte période tous les vols dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de coronavirus. Cinq vols doivent maintenant obtenir les autorisations nécessaires d'Abou Dhabi pour pouvoir repartir. Selon les Affaires étrangères, « quelques Belges » se trouveraient dans cet aéroport. Un contact a été établi avec eux. Parmi les touristes concernés, il y a des Russes, Américains et Européens. L'aéroport de Dubaï est l'une des plaques tournantes du trafic aérien international. DPA

Le nombre d'hospitalis

Les chiffres diffusés ce jeudi matin ne sont toujours pas réjouissants. Le nombre de patients hospitalisés double tous les quatre jours et devrait atteindre un pic début avril. On serait alors à mi-chemin de la crise...

XAVIER COUNASSE

On en parle depuis plusieurs jours. On l'entrevoit, là-bas, au loin. On espère l'atteindre sans trop de dégâts pour que l'épidémie passe enfin en mode « décroissance ». Mais il va falloir rester patient. « Ce pic tant attendu n'est pas encore atteint. On est toujours dans la phase ascendante, les chiffres continuent à progresser », lance Steven Van Gucht, porte-parole interfédéral du comité Covid-19 lors du point presse quotidien. Et les nouveaux chiffres publiés ce jeudi n'avaient pas grand-chose de réjouissant.

1 Le rythme d'hospitalisations repart à la hausse

La donnée la plus pertinente à suivre, pour monitorer la crise, reste l'évolution du nombre d'hospitalisations. Et le nombre de nouvelles admissions sur la journée de mercredi a à nouveau augmenté, grimant à 536 entrées en clinique en une seule journée. Un nouveau record.

Le nombre total de patients actuellement hospitalisés suit évidemment la même tendance et affiche 2.652 cas au compteur, dont 605 en soins intensifs. Plus inquiétant : le rythme de croissance de ces hospitalisations repart à la hausse (+23% sur 24 heures) alors que cette croissance quotidienne était sous la barre des 20% depuis trois jours...

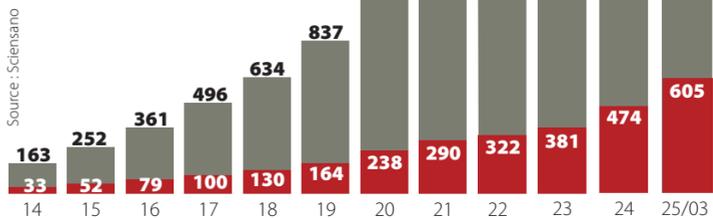
Au rythme actuel, le nombre d'hospitalisations double tous les quatre jours environ. L'épidémiologiste Marius Gilbert lance une mise en garde dans son tweet quotidien. « Toujours pas d'effet mesurable des mesures (de confinement, NDLR) du 12 et 17 mars. Les hôpitaux doivent se préparer à ce que le nombre de patients hospitalisés et en soins intensifs d'ici 3, 4 jours soit le

Nombre de patients belges hospitalisés

Chiffres publiés le 26/3 à 11h

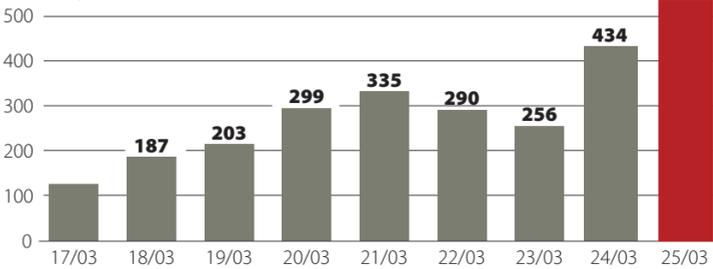
■ Nombre total
■ Hospitalisations aux soins intensifs

Depuis le 15 mars, 675 personnes malades ont pu sortir de l'hôpital.



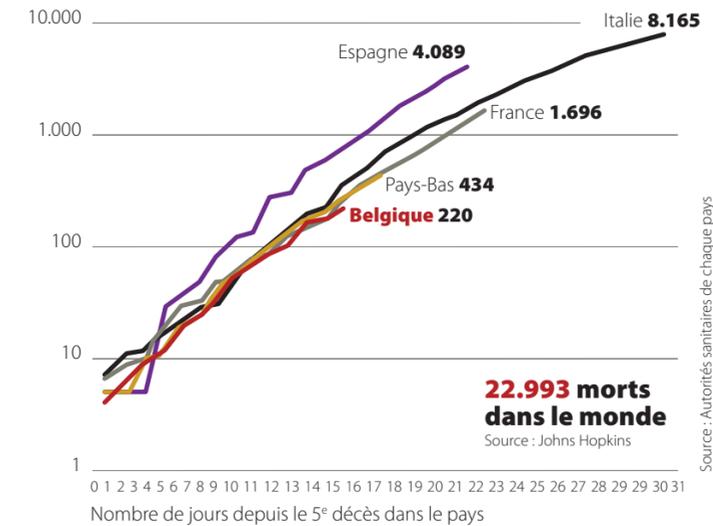
Evolution du nombre d'admissions à l'hôpital

Chiffres publiés le 26/3 à 11h



Nombre total de morts

Chiffres officiels au 26/3 à 20h



double du nombre actuel et s'organiser en conséquence. »

2 Pas encore de raison d'alléger les mesures

L'effet des mesures de confinement ne semble pas encore se traduire durablement dans les chiffres (après un faux espoir début de semaine). Ce qui n'est pas totalement anormal car il faut du temps pour incuber le virus puis pour développer des symptômes sévères conduisant à l'hospitalisation. On parlait de minimum dix jours. Il est donc logique qu'il y ait un décalage entre les mesures de confinement qui ont été prises et leur traduction dans les chiffres d'hospitalisations. Mais si l'impact des mesures ne se traduit pas dans les chiffres dans les prochains jours, il faudra finir par s'en inquiéter.

La batterie de règles de confinement imposée aux Belges aujourd'hui risque d'être encore là pour un moment. Il paraît évident de « maintenir » ces mesures, dit Benoit Ramacker, pour le Centre de crise. Il ne faut dès lors pas s'attendre à l'annonce d'un allègement après la réunion du Conseil national de sécurité prévue ce vendredi. Un durcissement de certaines mesures est même possible (*Le Soir* d'hier).

3 Un pic estimé début avril

Quant à la question de la durée de cette

crise, elle est plus épineuse. Mais Steven Van Gucht s'est risqué à une estimation. « Les modèles que nous suivons prédisent qu'on peut atteindre un pic de l'épidémie quelque part début avril. Ou d'ici la fin du mois de mars dans le scénario le plus favorable. Mais cette estimation part de l'hypothèse que chaque personne a réduit ses contacts avec les autres de 50% depuis l'application des mesures de confinement, ce dont nous ne pouvons pas être certains. Si la réduction de contact avec les gens dépasse les 50%, le pic se produira plus tôt et l'épidémie sera plus courte. Si c'est moins de 50%, le pic viendra plus tard et l'épidémie durera plus longtemps. Il faut aussi être conscient que quand on atteint le pic, on n'est qu'à la moitié de l'épidémie. Il y aura encore une série de semaines difficiles par la suite. »

Emmanuel André, virologue et porte-parole francophone de cette crise, abonde dans le même sens, insistant sur la nécessité d'appliquer les mesures et de réduire ses contacts au strict minimum. « Il y a une règle simple : si les mesures sont à moitié appliquées, le temps nécessaire pour qu'elles aient un effet sera deux fois plus long. Donc c'est extrêmement important que chacun applique les mesures de façon solidaire pour rendre la durée des mesures plus courte. » Il rappelle également les deux gestes les plus importants à répéter contre le virus : se laver les mains et éviter les contacts rapprochés (distanciation sociale).

KROLL



Les décès double tous les quatre jours



Le rythme de croissance des hospitalisations est reparti à la hausse. © PHOTO NEWS.

hôpitaux Des patients plus nombreux et plus lourds

ÉRIC BURGRAFF

Outre celles des décès et des cas confirmés de Covid-19, deux courbes publiées par Sciensano captent depuis des jours le regard inquiet des épidémiologistes. Celle de la grippe saisonnière d'abord qui, après avoir atteint des sommets en février, a profité de mars pour entamer une logique dégringolade. Celle ensuite des symptômes grippaux – y compris ceux du Covid – qui, elle, a dans le même temps pris une ascendance vertigineuse. Analyse de l'épidémiologiste Marius Gilbert (ULB) : ces données montrent qu'il y a aujourd'hui en Belgique autour de 100.000 personnes avec des symptômes grippaux, vraisemblablement liés au Covid-19.

Cent mille personnes, dont seulement 6.235 étaient, jeudi midi, officiellement attestées positives. Parmi elles, on l'a dit, 2.652 sont hospitalisées. Parmi elles encore, 605 le sont aux soins intensifs, soit douze fois plus qu'il y a dix jours. Le virologue de l'ULB prévient : « Les hôpitaux doivent se préparer à ce que les patients hospitalisés et en unités de soins intensifs soient, d'ici 3-4 jours, le double du nombre actuel. C'est une moyenne, bien sûr, mais c'est bien à cette vitesse que l'épidémie progresse. » Et il conseille : « Les hôpitaux doivent s'organiser en conséquence. Je suggère que les institutions en surcharge prennent des dispositions dans leur réseau pour absorber les différences régionales. L'objectif est de mutualiser les capacités pour maintenir la meilleure offre possible. »

dans un lit adéquat. » Au Chirec, on a donc fait les comptes. Les 37 lits de soins intensifs ont été portés à 70. Ce jeudi, ils étaient occupés par 42 malades. Il en reste donc 28... Moins de la moitié de la capacité alors qu'on annonce un doublement des hospitalisations dans 3-4 jours.

Au niveau national aussi, on fait les comptes. Cette fin de semaine, 1.456 lits de soins intensifs sont à disposition des malades du Covid ; 605 étaient occupés dans ce cadre mercredi (chiffres publiés jeudi). Si l'on suit les prévisions des épidémiologistes, d'ici dimanche soir, ce sont 1.210 lits qui devraient être nécessaires. Reste donc une faible marge d'environ 250 lits. Faible car on parle là de moyennes ne tenant pas compte des écarts régionaux. Si, dans certains hôpitaux du Namurois, on peut rester serein vu les entrées récentes, au CHU de Liège, le docteur Lucien Bodson, chef des urgences, explique : « Nous avons largement doublé notre capacité d'accueil. Nous avons encore de la marge mais, en ce moment, je dois constater que les deux tiers de nos lits de soins intensifs réservés au Covid sont occupés. Ces dernières 24 h, nous avons hospitalisé 22 patients en détresse respiratoire. Si les prévisions sont correctes, ça va coïncider à un moment ou à un autre. » Au Chirec, le docteur Philippe El Haddad reprend : « Nous recevons moins de patients mais les cas sont plus lourds, la proportion de patients nécessitant des soins intensifs est bien plus élevée. »

Les gants pourraient manquer

Reste des problèmes annexes celui du personnel à « récupérer » dans d'autres services, à former en urgence. Comme la crainte de manquer de masques ou, relève le docteur El Haddad, « d'être face à une pénurie de blouses en cellulose ou de gants de base ». A la veille d'un week-end pire que le pire annoncé il y a 8 jours, « l'appréhension est réelle car nous sommes en pleine flambée d'hospitalisation », dit Lucien Bodson.

Une éclaircie ? Elle vient cette fin de semaine des médecins généralistes, premier rempart avant l'hôpital. Le flux d'appels – pour mémoire, la plupart travaillent en téléconsultation – « s'est tari d'un tiers ces derniers jours », dit le docteur Orban, président du Collège de la médecine générale. Ce qui, avec un effet retard, pourrait s'avérer salvateur pour les hôpitaux.

220 décès

Le nombre total de morts belges grimpe à 220. Il faut toutefois rester prudent sur ce chiffre, tant le décalage temporel semble important pour faire remonter l'information du terrain (hôpitaux et maisons de repos). Les autorités sanitaires soulignent également que, « depuis le 1^{er} février 2020, il y a en moyenne 321 décès par jour en Belgique », tous morts confondus. Autrement dit, le nombre de décès liés au Covid-19 reste anecdotique par rapport au nombre habituel de morts quotidiens en Belgique. Mais quand on sait à quelle vitesse la mortalité peut s'emballer en cas d'épidémie, il est évidemment important de garder un œil sur l'évolution de cette donnée.

26,5 %

Les autorités sanitaires belges ont diffusé jeudi des premières statistiques sur les comorbidités constatées chez les patients hospitalisés pour un Covid-19 (sur un échantillon de 1.286 personnes). Dans 26,5 % des cas, le patient ne présentait pas de comorbidité. Mais l'hypertension artérielle (35,5 % des cas) ou les maladies cardiovasculaires (28,5 %) semblent être de véritables facteurs de risque. Chez les 65 ans et plus, les patients présentent neuf fois sur dix des comorbidités. A l'inverse, chez les moins de 44 ans, elles sont plus rares : 60,5 % des patients hospitalisés de cette tranche d'âge ne présentent aucune autre pathologie identifiée.

8.000 absences

Plus de 8.000 fonctionnaires fédéraux étaient absents pour maladie durant la semaine du 16 mars. Alors que d'habitude, on en recense entre 5.000 et 6.000 à la même époque. Cette « augmentation significative de l'absentéisme journalier » peut être considérée comme un indicateur de l'impact du coronavirus sur la population active, écrit Sciensano. « Il convient de souligner que, d'une part, toutes les absences ne sont pas forcément liées à une infection causée par le Covid-19. D'autre part, les mesures d'endiguement de grande envergure, en particulier la promotion du travail à domicile et la fermeture des écoles, peuvent influencer la déclaration de l'absentéisme. »

4

Un boom de contaminés à nuancer

En une seule journée, 1.298 nouveaux cas positifs ont été détectés, portant le bilan à 6.235 cas confirmés. Un chiffre qui pourrait paraître alarmiste, mais qu'il faut nuancer. Le nombre de cas positifs dépend en effet de la politique belge de dépistage. On sait depuis le départ – et c'est répété chaque jour – qu'il y a beaucoup plus de contaminations que de cas recensés. Car on ne teste pas tout le monde : les gens avec des symptômes légers sont placés en confinement chez eux par leur médecin généraliste. Certains contractent même le virus sans présenter de symptômes. Le nombre de cas officiellement détectés est donc à prendre avec beaucoup de prudence.

Les autorités sanitaires avancent différentes explications pour justifier l'évolution nette du chiffre du jour. Primo, le nombre de tests réalisés a tout simplement augmenté. Le pourcentage de tests positifs montre aussi une tendance à la hausse, avec un pourcentage d'environ 30 % ces derniers jours. « Cette tendance s'explique par la combinaison d'une circulation accrue du virus, une définition de cas possible plus stricte, et l'utilisation de systèmes de triage dans les laboratoires, qui ont donné priorité aux échantillons les plus urgents », écrit Sciensano.

police Les déplacements pour les loisirs difficiles à contrôler

SANDRA DURIEUX
JEAN-LUC BODEUX

Le respect des règles du confinement et du déplacement des personnes dans un cadre strict varie fortement d'une région à l'autre, selon qu'elle soit plus densément peuplée ou plus éclatée géographiquement. Mais, globalement, les policiers remarquent qu'une majorité des gens ont compris les consignes et les respectent. « Les contrôles sur la route se déroulent relativement bien, les gens sont assez disciplinés », explique un policier de la région de Philippeville. « C'est moins évident pour les comportements en dehors de la route puisque l'on vient de nous appeler pour un barbecue dans une carrière... C'est criminel. Il faudrait tripler le tarif des amendes pour les derniers récalcitrants. Sur la route, on a doublé nos équipes et les contrôles se font de façon mobile car en statique, tout le monde est au courant cinq minutes après. »

Des contrôles qui reposent, en partie, sur la bonne foi des citoyens. « C'est pour cela qu'on se place sur les grands axes et aux abords des zonings et des su-

permerchés, avec des contrôles systématiques », commente le commissaire Julien Mertens, de la zone de Wavre. « Nous faisons aussi des contrôles aléatoires, 24 heures sur 24. Beaucoup ont des attestations des employeurs. Mais c'est sûr que pour les besoins essentiels, il y a une part de subjectivité... »

Un bon sens sujet à interprétation

Si les déplacements des personnes pour se rendre au travail ou au supermarché sont relativement simples à vérifier, les policiers réclament plus de clarté en ce qui concerne les loisirs. « Cela relève du bon sens, mais le bon sens n'est pas le même pour tout le monde », explique Eddy Maillet, le chef de corps de la police de La Louvière. « Chaque jour, nous sommes assaillis de questions pour savoir si on peut prendre la voiture pour aller faire une balade en famille, pour aller rendre visite à un parent, pour aller faire son jogging. En tant que policier, on s'adapte en restant le plus pragmatique possible, mais il faut bien avouer que chaque situation est sujette à interprétation. En termes de gestion, c'est assez compliqué car les policiers sur le ter-

rain doivent avoir une certaine autonomie. Or, chaque jour, nous recevons des mises à jour des circulaires gouvernementales qui tentent de répondre à toutes les situations. Aujourd'hui, ces mises à jour font 26 pages. Je ne peux pas demander à chacun de mes policiers de les connaître sur le bout des doigts. »

Un policier hennuyer dénonce le fait que « ces mesures basées uniquement sur la bonne foi sont justes inapplicables »

On le voit, sur le terrain, une partie d'irréductibles « rebelles » du confinement compliquent la tâche des forces de l'ordre. En off, un policier de la botte du Hainaut n'y va pas par quatre chemins : « C'est le bordel total », confie-t-il. « Ces mesures basées uniquement sur la bonne foi sont justes inapplicables. En réalité, ce sont les plus honnêtes qui sont pénalisés quand ils avouent ne pas faire un déplacement essentiel. Les autres ont très vite compris le système et comment s'en affranchir. S'ils nous

disent qu'ils vont au supermarché, à la banque ou au travail, comment le vérifier si ce n'est en les suivant ? On n'a pas le temps de faire cela ! Et puis cette consigne de « sortir prendre l'air » est sujette à toutes les interprétations et dérives possibles. Et, croyez-moi, les gens ne s'en privent pas. Ce n'est pas comme cela qu'on va arriver à stopper la propagation du virus. »

Ce policier plaide pour un système d'attestations, comme en France, et des règles plus strictes pour les loisirs. « Délimiter un rayon autour du domicile est la moins mauvaise des solutions même si, pour rappel, en Belgique, l'adresse ne figure plus sur la carte d'identité des gens... quand ceux-ci l'ont avec eux ! » Bref, le contrôle des déplacements par les policiers, s'il peut être renforcé par des mesures plus strictes, continuera de dépendre de la collaboration des citoyens. Toutefois, pour les forces de l'ordre, le traitement des amendes en perception immédiate devrait largement aider à faire comprendre le message. Pour rappel, en cas de déplacement injustifié, cette amende s'élève à 250 euros. À bon entendeur...